

(1)
(N° 254)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 5 MAI 1920.

Projet de loi portant augmentation des traitements de l'ordre judiciaire (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. TSCHOFFEN.

MESSIEURS,

Le projet de loi dont votre Section centrale, sous réserve de certains amendements, vous propose unanimement l'adoption, consacre pour les membres de l'ordre judiciaire une tardive justice.

Pendant trop longtemps, on a déploré un manque d'équilibre entre les vertus exceptionnelles qui sont — à juste titre — exigées des magistrats et l'excessive modicité de leurs appointements.

La loi nouvelle remédie heureusement à ce fâcheux état de choses.

C'est une loi modérée, saine et juste.

Trois idées directrices ont dominé les préoccupations de la Section centrale : il faut assurer un recrutement qui fasse de la magistrature un corps d'élite ; il faut, dans la mesure du possible, stabiliser les fonctions judiciaires ; il faut enfin protéger les magistrats contre des préoccupations trop pressantes d'ordre matériel et les mettre ainsi à l'abri d'inquiétudes et de sollicitations qui risqueraient de troubler la sérénité de leur jugement ou de leur conscience.

Mettre davantage leur traitement en harmonie avec l'importance de leurs fonctions, n'est qu'un des moyens — mais c'en est un — d'atteindre ce triple but.

Pourtant, avant de passer à l'examen des modalités du projet de loi, il convient que votre rapporteur rende à notre magistrature l'hommage qui lui

(1) Projet de loi, n° 160.

(2) La Section centrale, présidée par M. CARTON DE WIART, était composée de MM. DE WOUTERS D'OPLINTER, FALONY, TSCHOFFEN, DE GÉRARDON, NEUJEAN et PONCELET.

est dû : mal payée, la magistrature belge est demeurée digne, ferme, respectable, respectée.

Qu'elle en soit remerciée!

*
* *

Le projet du Gouvernement double les traitements de base, majore de 33 % les accroissements périodiques, accorde aux membres de l'ordre judiciaire les mêmes indemnités de résidence et de famille qu'aux fonctionnaires de l'ordre administratif.

Les traitements seront liquidés sur la nouvelle base à dater du 1^{er} octobre 1919.

Telle est l'économie générale du projet.

*
* *

Un membre de la Section, observant que les conditions de la vie économique du pays ne peuvent manquer de se modifier heureusement, a proposé que les augmentations prévues se divisent en deux parts : l'une fixe, définitivement acquise, l'autre qui pourrait être réduite ou supprimée, à mesure que diminuera la cherté de la vie.

La Section centrale s'est unanimement ralliée aux considérations fort sages qui justifient impérieusement, dans la plupart des cas, une échelle mobile des traitements, appointements et salaires des fonctionnaires et du personnel de l'État.

Dans le cas présent, elle a estimé cependant qu'on ne pouvait aller au delà de l'éventuelle suppression des indemnités de résidence et de famille.

Même lorsque le coût de la vie se sera rapproché d'un taux normal, les traitements assurés aux magistrats par le projet de loi ne dépasseront pas la rétribution due à leurs fonctions, les plus importantes de l'État.

Les augmentations périodiques.

Désireux de favoriser l'entrée dans la magistrature de membres du barreau qui voudraient terminer comme juges, une carrière poursuivie pendant de longues années comme avocats et apporter ainsi à la magistrature le précieux appoint de leur expérience et de leur pratique judiciaire, un membre a proposé que les augmentations périodiques partent du jour de l'entrée au barreau.

La Section centrale, tout en appréciant hautement la pensée qui avait dicté la proposition, a estimé qu'il serait suffisant de fixer à l'époque de l'entrée en fonctions, en qualité de juge suppléant ou de magistrat dans la Colonie, le point de départ des augmentations quadriennales.

Elle vous propose d'amender dans ce sens le projet du Gouvernement.

Outre l'avantage qui vient d'être signalé, cette modification permettra de reconnaître les services rendus au pays par les magistrats suppléants dont l'activité, nécessaire au fonctionnement de la justice, n'est pas rémunérée,

comme par des magistrats qui ont fait en Afrique un dur apprentissage et de qui dépend en grande partie notre avenir colonial.

La Section centrale a, du reste, estimé qu'il y avait lieu d'accorder ces augmentations à tous les membres de l'ordre judiciaire dès la nomination par arrêté royal à une fonction quelconque de l'ordre judiciaire sans distinction de juridiction.

Ainsi seront supprimées, notamment, certaines anomalies qui refusaient le bénéfice de ces augmentations à des membres de l'ordre judiciaire passant d'une juridiction à une autre.

*
* * *

Il était unanimement admis que le barème des traitements adopté en 1914 laissait les membres de l'ordre judiciaire dans une situation difficile et inférieure certes à leur rang et à leur responsabilité.

Doubler en 1920 les traitements de 1914, ce n'est pas améliorer la situation d'avant-guerre ni même la rétablir.

Cependant, il ne serait pas sage de faire suivre aux appointements des fonctionnaires une marche ascendante égale à celle du coût de la vie.

Les traitements ne seront pas réduits, tandis que tout fait prévoir que le coût de la vie diminuera.

La Commission constituée pour l'étude du projet qui nous préoccupe avait admis le principe du doublement.

Elle demandait aux magistrats de donner une preuve nouvelle de sagesse et de désintéressement en se contentant de cette mesure.

Le projet du Gouvernement sollicite d'eux un sacrifice nouveau. Tandis qu'il double le traitement de base, il ne porte que de 300 à 400 francs les augmentations accordées après chaque période de *quatre* années.

La Commission avait prévu que ces augmentations seraient octroyées tous les *trois* ans et seraient portées à 500 francs.

Après mûr examen de la question, la Section centrale a unanimement estimé qu'il fallait amender sur ce point le projet du Gouvernement et vous proposer, par modération, de s'arrêter à une augmentation de 500 francs tous les quatre ans.

Les augmentations périodiques ainsi fixées resteraient encore en dessous de ce qui est accordé aux fonctionnaires des autres Départements.

Il ne sera pas inutile de souligner le caractère démocratique d'une mesure qui accorde la même augmentation à tous les intéressés quel que soit le rang qu'ils occupent dans la hiérarchie de leurs fonctions.

Tribunaux de troisième classe. — Justices de paix de quatrième classe.

Le remarquable rapport que M. le Conseiller à la Cour Pouillet a rédigé au nom de la Commission constituée par M. le Ministre de la Justice « aux fins d'examiner et de proposer les modifications qu'il y aurait lieu d'apporter au barème des traitements de l'ordre judiciaire », s'exprime comme suit au sujet des tribunaux de troisième classe :

« Depuis 1832 jusqu'en 1863, les tribunaux de première instance étaient

» divisés en quatre classes. La dernière a été supprimée par la loi du
» 20 mai 1863. Depuis lors, la plupart des tribunaux de troisième classe ont
» passé à la deuxième. La troisième classe ne compte plus que six tribunaux :
» Furnes, Huy, Neufchâteau, Marche, Turnhout et Ypres. Nous proposons
» de les élever à la seconde classe.

» Comme le disait M. le Ministre Begerem en 1897, « il est équitable de
» soumettre au même régime toutes les fonctions entre lesquelles une assimi-
» lation peut être établie; de même qu'il est logique d'assimiler les unes aux
» autres les fonctions qui présentent à peu près la même importance ».

» Si le nombre et l'importance des affaires ne sont pas les mêmes dans les
» tous les tribunaux, si, nonobstant la division du travail entre plus de
» magistrats, la charge de la judicature est plus lourde dans les tribunaux des
» grands centres que dans les autres, il n'en est pas moins vrai que, dans
» plusieurs de ces derniers, les juges cumulent avec leurs autres fonctions
» celles de juges consulaires. D'autre part, s'il n'est pas douteux que le coût
» de la vie matérielle est généralement moins élevé dans les petites villes,
» l'impossibilité dans laquelle se trouvent les magistrats de procurer sur place
» à leurs enfants une instruction appropriée, les entraîne fréquemment, par
» contre, à un surcroît de dépense considérable.

» Quel que soit le siège auquel ils appartiennent, tous les magistrats ont été
» astreints à faire les mêmes études, ils doivent avoir les mêmes aptitudes et
» offrir les mêmes garanties de science d'intégrité, de pondération, d'im-
» partialité.

» Il convient que le traitement de tous ceux qui coopèrent au même degré
» à l'administration de la Justice soit sensiblement le même.

» En supprimant la troisième classe, on ne fera que suivre le mouvement
» égalitaire qui se poursuit depuis plusieurs années et qui vient d'être admis
» encore dans la nouvelle législation sur les tribunaux des dommages de
» guerre, laquelle ignore la différence de classe. »

Ces raisons ont convaincu la Section centrale. Mais elle a hésité devant un scrupule de procédure: elle s'est demandé s'il était admissible qu'une loi portant augmentation des traitements, sans plus, modifiât l'organisation même des tribunaux.

Votre Section centrale a pensé que mieux valait ne pas toucher à cette organisation et se contenter de porter les traitements des magistrats et greffiers, attachés aux tribunaux de première instance et de commerce et aux Conseils de guerre de troisième classe, à un taux égal à celui de la seconde classe.

C'est la portée de l'amendement qu'elle soumet à vos délibérations.

Le Trésor supporterait de ce chef une charge annuelle de 126,600 francs.

La majorité de la Section ne s'est pas ralliée à une proposition tendant à la suppression de la quatrième classe de la justice de paix, mais elle a unanimement estimé qu'il y avait lieu d'accorder les mêmes traitements aux juges, greffiers et greffiers adjoints des justices de paix de quatrième classe qu'à leurs collègues de troisième classe, après vingt ans de fonctions dans la classe inférieure.

Ce serait pour le Trésor une charge annuelle de 80,000 francs environ.

Les juges des enfants.

Les fonctions des juges des enfants sont importantes entre toutes.

Elles demandent un tact, une expérience et, disons-le, une abnégation qu'on ne saurait trop apprécier.

Elles exigent plus particulièrement une longue pratique qui seule peut donner à ces magistrats la connaissance personnelle des hommes et des institutions de l'arrondissement soumis à leur juridiction.

L'œuvre de dévouement à laquelle ils vouent leur activité ne peut rendre ses pleins effets que s'ils s'attachent à leur fonction et ne cherchent pas à faire carrière en sollicitant de l'avancement.

Leur magistrature se suffit à elle-même; ils occupent dans la hiérarchie judiciaire une place hors cadre. La Nation a le plus grand intérêt à ce que leurs fonctions soient stabilisées; elle se doit à elle-même de les rémunérer de façon qu'ils ne paient pas trop cher leur dévouement à la cause commune.

La Section centrale vous propose de porter les suppléments qui leur sont alloués :

Après douze ans de fonctions à 3,000 francs pour la première classe et à 2,000 francs pour les deuxième et troisième classes;

Après dix-huit ans de fonctions à 5,000 francs pour la première classe et à 4,000 francs pour les deuxième et troisième classes.

Leurs traitements seraient ainsi portés après douze ans au taux de ceux des vice-présidents du tribunal et atteindraient après dix-huit ans ceux des conseillers à la Cour d'appel.

Cette mesure ne peut manquer d'avoir un heureux effet sur la stabilité de leurs fonctions.

Greffiers de justice de paix de quatrième classe.

Le projet du Gouvernement fixe le taux des traitements des greffiers de justice de paix de quatrième classe à 6,700 francs, chiffre inférieur de 700 francs au traitement d'un greffier adjoint de troisième classe.

La Section a estimé que le traitement d'un greffier de quatrième classe devait être au moins égal à celui d'un greffier adjoint de la classe supérieure.

Elle propose donc de porter à 7,400 francs le chiffre de 6,700 francs, prévu par le projet.

Justices de paix de Bruxelles.

La loi du 25 novembre 1899 divise en quatre classes les justices de paix selon l'importance de la population des cantons d'après le tableau ci-dessous :

1 ^{re} classe		60,000 habitants et plus;	
2 ^e id.		40,000	id.
3 ^e id.		30,000	id.
4 ^e id.		20,000	id.

Bruxelles occupe ainsi un rang inférieur à Alost, Binche, Hollogne-aux-Pierres, Nivelles, Uccle, etc.

Le législateur de 1899 a sans doute présumé que le nombre d'habitants serait en corrélation avec le nombre d'affaires à traiter.

C'était perdre de vue que l'attribution conventionnelle des juridictions et le fait que quantités de sociétés établissent leur siège social dans la capitale, chargent singulièrement les rôles des justices de paix de Bruxelles.

Il semble donc équitable que, sans toucher à la loi déterminant le classement, la Chambre accueille la suggestion de la Section centrale qui, à l'unanimité, moins une abstention, vous propose d'assimiler les traitements des juges de paix et greffiers de Bruxelles à ceux de leurs collègues attachés aux justices de paix de 1^{re} classe.

Magistrature militaire.

Le nombre des affaires soumises à la juridiction militaire a augmenté pendant ces dernières années dans des proportions considérables.

D'autre part, l'avancement dans la magistrature militaire est difficile.

Les situations de ces magistrats sont stables et la plupart d'entre eux terminent leur carrière dans des fonctions qu'ils occupent depuis un grand nombre d'années.

Il en est de même des greffiers.

Sans vouloir aller jusqu'à l'assimilation complète, au point de vue des barèmes, de la magistrature militaire à la magistrature civile, la Section centrale s'est trouvée unanime à penser qu'il y avait lieu d'assurer aux membres de la magistrature militaire et à leurs greffiers dont les services sont justement appréciés, un « avancement sur place » par une majoration du traitement de base après un laps de temps considérable consacré aux mêmes fonctions.

Les raisons qui justifient l'amendement amènent la Section centrale à vous proposer de ne pas en étendre le bénéfice au président, à l'auditeur général et au greffier de la Cour militaire.

Parvenus aux grades suprêmes, ils trouveront équitable de ne pas profiter d'un avantage qui doit compenser les difficultés de l'avancement.

La Section centrale propose donc de majorer le traitement de base des substituts de l'auditeur général, des auditeurs militaires et de leurs substituts, des greffiers adjoints à la Cour militaire, des greffiers et greffiers adjoints des Conseils de guerre, de 10 % après 15 ans et de 20 % après 25 ans d'exercice de la même fonction.

*
* *

Le maintien de l'auditorat militaire de Liège à la 2^{me} classe ne se justifie plus.

La statistique des affaires jugées en 1919 par les divers Conseils de guerre n'est pas encore dressée, mais nous connaissons le nombre des notices pour l'année écoulée.

En voici la statistique :

Auditorats.	Numéros des notices.
Brabant.	6,948
Liège.	6,856
Anvers, Limbourg	6,562
Flandre occidentale	6,012
Flandre orientale.	5,052
Hainaut.	3,132
Namur	1,307

Les auditorats de Brabant et d'Anvers seuls, jusqu'ici, appartiennent à la première classe.

La Section centrale a émis l'avis unanime que l'auditorat de Liège, dont l'importance est égale à la leur, devait leur être assimilé.

Pour les mêmes raisons que celles qui ont été exposées à propos des tribunaux de troisième classe, la Section centrale, sans demander un déclassement qui devrait peut-être faire l'objet d'une loi spéciale, se borne à proposer à la Chambre un amendement assimilant les traitements des magistrats et greffiers de l'auditorat de Liège à ceux des auditorats de Bruxelles et d'Anvers.

Employés du Greffe de la Cour de Cassation.

Comme les employés des Parquets de 1^{re} instance, leurs collègues du Greffe de la Cour de Cassation avancent difficilement, et tandis que les employés du Parquet de Cassation débutent au traitement minimum de 1,600 francs et peuvent obtenir des augmentations périodiques de 200 francs, les employés du Parquet débutent à 1,200 francs avec des augmentations périodiques de 150 francs.

La Section centrale a émis le vœu que les appointements des employés du Greffe et du Parquet soient identiques et propose que le délai de vingt ans prévu pour la nomination au titre d'employé principal soit réduit à seize ans (art. 10, *in fine*).

Commis des Parquets.

La situation des commis des Parquets est difficile, leurs chances d'avancement très restreintes. Ils ne jouissent d'aucun avantage (rôles, copies de dossiers, etc.) en dehors de leurs appointements.

La Section centrale a pensé qu'il était équitable de réduire de vingt à seize ans le délai à l'expiration duquel ils pourront être nommés secrétaires adjoints à titre personnel (art. 9, *in fine*).

Pensions.

Certains membres de l'ordre judiciaire ont été pensionnés depuis le 1^{er} octobre 1919, date de l'entrée en vigueur de la loi, d'autres le seront avant que cinq ans se soient écoulés depuis cette époque.

Or, les pensions sont calculées sur la base des traitements touchés pendant les cinq dernières années de fonction, d'où préjudice pour ceux qui n'auraient pas eu pendant cinq ans le bénéfice de la présente loi.

La Section vous propose d'ajouter au projet un article spécial parant à cette difficulté.

Le Rapporteur,
PAUL TSCHOFFEN.

Le Président,
H. CARTON DE WIART.

PROJET DU GOUVERNEMENT

ET

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE

ONTWERP VAN DE REGEERING

EN

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regeering.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Par dérogation à la loi du 15 novembre 1918, les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Met afwijking van de wet van 15 November 1918, worden de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bepaald als volgt :

Cour de Cassation.**Hof van Cassatie.**

Premier Président et Procureur général	35,000	Eerste Voorzitter en Procureur-generaal	35,000
Président de Chambre et Premier Avocat général	30,000	Kamervoorzitter en Eerste Advocaat-generaal	30,000
Conseillers	25,000	Raadshcer	25,000
Deuxièmes Avocats généraux	27,000	Tweede Advocaat-generaal	27,000
Greffier en chef	14,000	Hoofdgriffier	14,000
Greffiers adjoints	10,000	Toegevoegd griffier	10,000

Cours d'Appel.**Hof van Beroep.**

Premiers Présidents et Procureurs généraux	25,000	Eerste Voorzitter en Procureur-generaal	25,000
Présidents de Chambre et Premiers Avocats généraux	20,000	Kamervoorzitter en Eerste Advocaat-generaal	20,000
Conseillers	17,000	Raadshcer	17,000
Deuxièmes Avocats généraux	18,000	Tweede Advocaat-generaal	18,000
Substituts des Procureurs généraux	16,000	Substituut-Procureur-generaal	16,000
Greffiers en chef	14,000	Hoofdgriffier	14,000
Greffiers adjoints	9,200	Toegevoegd griffier	9,200
Greffiers adjoints à titre personnel	8,000	Toegevoegd griffier ten persoonlijken titel	8,000
Supplément aux Juges de Cour d'appel des enfants	1,200	Bijwedde voor den Kinderrechter bij een Hof van Beroep	1,200

Amendements
proposés par la Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

(Comme au projet.)

(Comme au projet.)

(Comme au projet.)

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals in het ontwerp.)

(Zooals in het ontwerp.)

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

Tribunaux de Première Instance.

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe		1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.
Présidents et Procureurs du Roi	20,000	16,000	14,000	Voorzitter en Procureur des Konings.	20,000	16,000	14,000
Vice-Présidents	15,000	13,000	»	Ondervoorzitter	15,000	13,000	»
Juges et Substituts des Procureurs du Roi.	12,000	11,000	10,000	Rechter en Substituut- Procureur des Konings	12,000	11,000	10,000
Greffiers	14,000	12,000	10,000	Griffier.	14,000	12,000	10,000
Greffiers adjoints.	8,000	7,700	7,400	Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400
Supplément aux Juges des enfants et aux Juges d'instruction	1,200	1,000	800	Bijwedde voor Kinder- rechter en Onderzoeks- rechter	1,200	1,000	800
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	1,600	1,200	1 000	De bijwedde aan den Kinderrechter toege- kend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, ge- bracht tot	1,600	1,200	1,000
Et après six ans à	2,000	1,500	1,200	En na zes jaar tot.	2,000	1,500	1,200

Il en est de même des
suppléments alloués
aux juges d'instruction.

Hetzelfde geldt voor de
bijwedde toegekend
aan den onderzoeks-
rechter.

Supplément aux pre- miers Substituts	2,000	1,200	»	Bijwedde voor den eer- sten Substituut.	2,000	1,200	»
Les suppléments alloués aux premiers Substituts sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	2,500	1,600	»	De bijwedde aan den eer- sten Substituut toege- kend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, ge- bracht tot	2,500	1,600	»
Et après 6 ans à	3,000	2,000	»	En na zes jaar tot.	3,000	2,000	»

Tribunaux de Commerce.

Rechtbanken van Koophandel.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.		1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.
Référendaires.	20,000	16,000	12,000	Referendaris	20,000	16,000	12,000
Référendaires adjoints	12,000	11,000	10,000	Toegevoegd referendaris	12,000	11,000	10,000
Greffiers adjoints.	8,000	7,700	7,400	Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Tribunaux de Première Instance.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e cl.
Présidents et Procureurs du Roi	20,000	16,000
Vice-Présidents	15,000	13,000
Juges et Substituts du Procureur du Roi	12,000	11,000
Greffiers	14,000	12,000
Greffiers adjoints	8,000	7,000
Suppléments aux Juges des en- fants	1,200	1,000
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonction en la même qualité à	1,600	1,200
Après six ans	2,000	1,500
Après douze ans	5,000	2,000
Après dix-huit ans	5,000	4,000
Suppléments aux Juges d'instruc- tion	1,200	1,000
Les suppléments aux Juges d'in- struction sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	1,600	1,200
Et après six ans	2,000	1,500

(Pour le surplus, comme au projet.)

Tribunaux de Commerce.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e cl.
Référendaires	20,000	16,000
Référendaires adjoints	12,000	11,000
Greffiers adjoints	8,000	7,000

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

	1 ^{re} klas.	2 ^e en 3 ^e kl.
Voorzitter en Procureur des Ko- nings	20,000	16,000
Ondervoorzitter	15,000	13,000
Rechter en Substituut-Procureur des Konings	12,000	11,000
Griffier	14,000	12,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,000
Bijwedde voor Kinderrechter	1,200	1,000
De bijwedde, aan den Kinderrech- ter toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot	1,600	1,200
Na zes jaar tot	2,000	1,500
Na twaalf jaar	5,000	2,000
Na achttien jaar	5,000	4,000
Bijwedde aan den Onderzoeks- rechter	1,200	1,000
De bijwedde, aan den Onderzoek- rechter toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot	1,600	1,200
En na zes jaar tot	2,000	1,500

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Rechtbanken van Koophandel.

	1 ^{re} klas.	2 ^e en 3 ^e kl.
Referendaris	20,000	16,000
Toegevoegd referendaris	12,000	11,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,700

Projet du Gouvernement.**Justices de Paix.**

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Juges de paix . . .	16,000	14,000	12,000	10,000
Greffiers	10,000	8,900	7,800	6,700
Greffiers adjoints sans distinction de classe				7,400

Cour militaire.

Président et Auditeur général	21,000
Substituts de l'Auditeur général. . . .	16,000
Greffiers.	10,000
Greffiers adjoints	8,000

Conseils de Guerre.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Auditeurs militaires . . .	15,000	13,000	11,000
Substituts des Auditeurs militaires sans distinction de classes . . .		10,000	
Greffiers	8,800	8,300	8,000
Greffiers adjoints. . . .	6,700	6,400	6,100

Ontwerp van de Regering.**Vrederegerechten.**

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.	4 ^e klas.
Vrederechter. . . .	16,000	14,000	12,000	10,000
Griffier	10,000	8,900	7,800	6,700
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klasse				7,400

Krijgsgerechtshof.

Voorzitter en Auditeur-generaal. . . .	21,000
Substituut-Auditeur-generaal	16,000
Griffier	10,000
Toegevoegd griffier	8,000

Krijgsraden.

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Krijgsauditeur. . . .	15,000	13,000	11,000
Substituut krijgsauditeur zonder onderscheid van klasse		10,000	
Griffier.	8,800	8,300	8,000
Toegevoegd griffier . . .	6,700	6,400	6,100

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Justice de Paix.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Juges de paix	16,000	14,000	12,000	10,000
Greffiers	10,000	8,900	7,800	7,400
Greffiers adjoints sans distinction de classe.				7,400

Ajouter :

Après 20 ans de fonctions dans une justice de paix de 4^e classe, les appointements des juges de paix, greffiers et greffiers adjoints seront portés au taux de la 3^e classe.

Cour militaire.

(Comme au projet).

Ajouter à ce texte :

Le traitement de base des substitués de l'auditeur général et des greffiers adjoints sera majoré de 10 % après 15 ans et de 20 % après 25 ans d'exercice dans la même fonction.

Conseils de Guerre.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e cl.
Auditeurs militaires	13,000	13,000
Substitués des auditeurs militaires sans distinction de classes		10,000
Greffiers	8,800	8,300
Greffiers adjoints	6,700	6,400

Le traitement de base des auditeurs militaires, substitués, greffiers et greffiers adjoints sera majoré de 10 % après 15 ans et de 20 % après 25 ans d'exercice dans la même fonction.

Les appointements des auditeurs militaires, substitués de l'auditeur

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Vrederechten.

	1 ^{re} klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.	4 ^e klas.
Vrederechter	16,000	14,000	12,000	10,000
Griffier	10,000	8,900	7,800	6,700
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klasse				7,400

Toe te voegen :

Na 20 jaren ambtsbediening bij een vrederechter der 4^e klasse, worden de wedden van de vrederechters, griffiers en toegevoegde griffiers gebracht op het cijfer van de 3^e klasse.

Krijgsgerechtshof.

(Zooals in het ontwerp.)

Toe te voegen :

De aanvangswedde van de substituten-auditeur-generaal en van de toegevoegde griffiers wordt verhoogd met 10 t. h. na 15 jaren en met 20 t. h. na 25 jaren dienst in hetzelfde ambt.

Krijgsraden.

	1 ^{re} klas.	2 ^e en 3 ^e kl.
Krijgsauditeur	13,000	13,000
Substituut krijgsauditeur zonder onderscheid van klasse		10,000
Griffier	8,800	8,300
Toegevoegd griffier	6,700	6,400

De aanvangswedde van de krijgsgerechtauditeurs, substituten, griffiers en toegevoegde griffiers wordt verhoogd met 10 t. h. na 15 jaren en met 20 t. h. na 25 jaren dienst in hetzelfde ambt.

De wedden van de krijgsgerechtauditeurs, substituten-krijgsauditeur, griffiers en

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

ART. 2.

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 400 francs.

ART. 2.

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 400 frank opgevoerd.

ART. 3.

Les mots « les traitements des référendaires et des référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés au premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1899, après les mots « des conseils de guerre ».

Les mots « aux référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés dans le n° 2 du même article, après les mots « près les conseils de guerre ».

Les magistrats pourront compter, pour la fixation des augmentations périodiques de leurs traitements, les années de service qu'ils ont passées en qualité de greffier ou de greffier adjoint dans un tribunal de commerce avant la mise en vigueur de la loi du 11 mai 1910.

ART. 3.

De woorden « de jaarwedden der referendarissen en der toegevoegde referendarissen van de rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in het eerste lid van het 1^{ste} artikel der wet van 21 Juli 1899, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De woorden « aan de referendarissen en toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in n° 2 van hetzelfde artikel, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De magistraten kunnen, ter berekening van de periodieke verhooging hunner wedde, de dienstjaren doen gelden, gedurende welke zij, vóór het in werking treden van de wet van 11 Mei 1910, als griffier of als toegevoegd griffier bij eene rechtbank van koophandel werkzaam zijn geweest.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

militaire, greffiers et greffiers-adjoints du Conseil de guerre de Liège sont portés au taux de la 1^{re} classe.

ART. 2.

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 500 francs.

Ces augmentations prendront cours à partir de la nomination par arrêté royal à une fonction quelconque de l'ordre judiciaire sans distinction de juridiction en Belgique, dans l'État libre du Congo ou dans la Colonie.

Il ne sera pas tenu compte pour le calcul des augmentations du temps pendant lequel les fonctions judiciaires auraient été interrompues.

ART. 3.

(Comme au projet.)

(Comme au projet.)

La Section Centrale propose la suppression du paragraphe 3 de l'article 3, devenu inutile par la rédaction nouvelle de l'article 2.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

toegevoede griffiers bij den krijgsraad te Luik worden gebracht tot het cijfer van de 1^{ste} klasse.

ART. 2.

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen, en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 500 frank opgevoerd.

Die verhoogingen gaan in vanaf de benoeming bij koninklijk besluit tot eenig ambt van de rechterlijke orde, onverschillig of het ambt wordt uitgeoefend in België, in den Onafhankelijken Congostaat of in de Kolonie.

De tijd, gedurende welken de rechterlijke ambten onderbroken werden, komt niet in aanmerking bij het berekenen van de verhoogingen.

ART. 3.

(Zooals in het ontwerp.)

(Zooals in het ontwerp.)

De Middenafdeeling stelt voor, § 3 van artikel 3 te doen wegvallen, daar het ten gevolge van den nieuwen tekst van artikel 2 nutteloos is geworden.

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

ART. 4.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions le 1^{er} octobre 1919, seront réglés à partir de cette date, conformément aux dispositions qui précèdent.

ART. 4.

De jaarwedden van magistraten, referendarissen en griffiers, die op 1 October 1919 in dienst zijn, worden geregeld overeenkomstig de vorige bepalingen, met ingang van dien dag.

ART. 5.

L'article 152 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est complété par la disposition suivante, qui formera un second alinéa :

« Dans les tribunaux de première » instance de première et de seconde » classe, il peut y avoir un, deux ou » plusieurs premiers substituts qui, » sous l'autorité du procureur du Roi, » participent plus spécialement à la » direction du parquet. Le Roi en détermine le nombre d'après les besoins » du service. Les premiers substituts » sont désignés par le Roi sur la présentation du procureur du Roi pour » un terme de trois ans; leur désignation peut être renouvelée. »

ART. 5.

Aan artikel 152 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt, als tweede lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« Aan de rechtbanken van eersten » aanleg der eerste en der tweede » klasse, kunnen één, twee of meer » eerste substituten verbonden zijn die, » onder het gezag van den procureur des Konings, meer in het bijzonder deelnemen aan het bestuur van het parket. De Koning bepaalt hun aantal » volgens de behoeften van den dienst. » De eerste substituten worden, op de voordracht van den procureur des Konings, door den Koning aange» steld voor een tijd van drie jaar; deze » aanstelling kan worden hernieuwd. »

ART. 6.

L'article 204 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

« En cas d'absence ou d'empêchement, » le procureur général est remplacé par » l'avocat général qu'il a désigné à » cette fin, et, à défaut de désignation, » par le plus ancien avocat général. »

» En cas d'absence ou d'empêchement, » le procureur du Roi est remplacé par »

ART. 6.

Artikel 204 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Bij afwezigheid of belet, wordt de » procureur-generaal vervangen door » den door hem daartoe aan te wijzen » advocaat-generaal en, zoo er geene » werd aangewezen, door den oudsten » advocaat-generaal. »

» Bij afwezigheid of belet, wordt de » procureur des Konings vervangen »

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 4.

(Comme au projet.)

ART. 5.

(Comme au projet.)

ART. 6.

(Comme au projet.)

**Amendementen
voorgesteld door de Middelenafdeeling.**

ART. 4.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 5.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 6.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement

» le premier substitut ou le substitut
 » qu'il a désigné à cette fin et, à défaut
 » de désignation, par le plus ancien
 » premier substitut et, s'il n'y a pas de
 » premier substitut, par le plus ancien
 » substitut. »

ART. 7.

L'article 10 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, concernant les commis greffiers des justices de paix, est complété ainsi qu'il suit : « leur nombre ne peut dépasser celui des juges suppléants ».

ART. 8.

Le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les justices de paix de première et de deuxième classe, nul ne
 » peut être nommé greffier, s'il n'est
 » âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est
 » docteur en droit ou s'il n'a rempli
 » pendant cinq ans les fonctions de
 » greffier adjoint, de commis-greffier
 » ou d'employé directement rétribué
 » par le Trésor public dans une cour,
 » un tribunal de première instance ou
 » de commerce ou une justice de paix,

» Dans les justices de paix de troisième et de quatrième classe nul ne
 » peut être nommé greffier s'il n'est
 » âgé de 25 ans accomplis.

Ontwerp van de Regering.

» door den eersten substituut of den
 » door hem daartoe aan te wijzen substituut, en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten eersten substituut, en, zoo er geen eerste substituut is, door den oudsten substituut. »

ART. 7.

Artikel 10 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, betreffende de griffiersklerken der vrederegerechten, wordt als volgt aangevuld : « hun aantal mag dat van de plaatsvervangende rechters niet overschrijden ».

ART. 8.

Het eerste lid van artikel 11 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« In de vrederegerechten der eerste en
 » der tweede klasse, kan niemand tot
 » griffier worden benoemd, indien hij
 » niet ten volle den ouderdom van
 » 25 jaar heeft bereikt en indien hij
 » niet gedurende vijf jaar het ambt
 » heeft vervuld van toegevoegd griffier,
 » van griffiersklerk of van rechtstreeks
 » door de Openbare Schatkist bezoldigd beambte bij een hof, een rechtbank van eersten aanleg of van koophandel of een vrederecht.

» In de vrederegerechten der derde en
 » der vierde klasse kan niemand tot
 » griffier worden benoemd, indien hij
 » niet ten volle den ouderdom van
 » 25 jaar heeft bereikt ».

**Amendementen
proposés par la Section centrale.**

ART. 7.

(Comme au projet.)

ART. 8.

(Comme au projet.)

**Amendementen
voorgesteld door de Middelenafdeeling.**

ART. 7.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 8.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

ART. 9.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 :

« Il y a dans chaque parquet un » secrétaire; il peut y avoir en outre » des secrétaires adjoints, des employés » et des messagers; le nombre en est » fixé par le Ministre de la Justice.

» Le Ministre de la Justice détermine les conditions d'âge et de capacité que les secrétaires et les employés doivent remplir et fixe leurs traitements ainsi que ceux des messagers.

» Les secrétaires et secrétaires adjoints sont nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi; ils peuvent être suspendus de leurs fonctions par le chef du parquet et sont démissionnés et révoqués par le Roi.

» Les employés et les messagers sont nommés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi; ils sont suspendus, démissionnés et révoqués par ces magistrats. Les employés dont la nomination remonte à deux ans au moins peuvent, dans les dix jours de la notification de leur démission ou de leur révocation, appeler de la décision auprès du Ministre de la Justice. Jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel, l'employé reste en état de suspension.

» Les employés très méritants dont la nomination dans un parquet remonte à vingt ans au moins, peuvent, sur la proposition du procureur

ART. 9.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869 :

» Aan elk parket is een secretaris verbonden; daarenboven kunnen er toegevoegde secretarissen, beambten en boden aan verbonden zijn; hun aantal wordt door den Minister van Justitie bepaald.

» De Minister van Justitie bepaalt de voorwaarden waaraan de secretarissen en de beambten, wat ouderdom en bekwaamheid betreft, moeten voldoen; hij bepaalt ook hunne wedden evenals die van de boden.

» De secretarissen en toegevoegde secretarissen worden benoemd door den Koning op eene dubbellijst van kandidaten, voorgedragen door den procureur-generaal of den procureur des Konings; zij kunnen door het hoofd van het parket uit hun ambt worden geschorst en worden door den Koning ontslagen en afgezet.

» De beambten en de boden worden benoemd door den procureur-generaal of door den procureur des Konings; zij worden door deze magistraten geschorst, ontslagen en afgezet. De sedert ten minste twee jaar benoemde beambten kunnen, binnen tien dagen na de kennisgeving van hun ontslag of van hunne afzetting, van deze beslissing in hooger beroep gaan bij den Minister van Justitie. De beambte blijft geschorst, totdat over het beroep uitspraak is gedaan.

» De zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar in een parket benoemd, kunnen, op de voordracht van den procureur-generaal of

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 9.

Comme au projet, sauf la modification
proposée à l'alinéa 5.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeling.**

ART. 9,

Zooals in het ontwerp, behalve de
voorgesteide wijziging in het 5^e lid.

Les employés très méritants dont la
nomination dans un parquet remonte à
seize ans au moins

De zeer verdienstelijke beambten,
sedert ten minste *zestien jaar* bij een
parket benoemd,...

Projet du Gouvernement.

» général ou du procureur du Roi,
 » être nommés secrétaires adjoints à
 » titre personnel. Ils devront réunir
 » les mêmes conditions de capacité que
 » les secrétaires adjoints à titre effectif;
 » ils remplaceront ceux-ci sans nomi-
 » nation nouvelle, au fur et à mesure
 » des vacances qui se produiront. »

ART. 10.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire :

« Dans les justices de paix, les tribunaux de première instance et de commerce et les Cours d'appel, les employés très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis vingt ans au moins, peuvent être nommés par le Roi greffiers adjoints à titre personnel, sur l'avis conforme du greffier, du référendaire ou du greffier en chef et du juge de paix, du président du tribunal ou du premier président de la Cour. Ils devront réunir les conditions de capacité exigées des greffiers adjoints effectifs; dans les Cours d'appel les conditions seront celles exigées des greffiers adjoints des tribunaux de première instance de première classe. Leur traitement ne pourra pas être inférieur à celui dont ils jouissent en qualité d'employés, majoré de 500 francs.

» Les greffiers adjoints à titre personnel peuvent être suspendus de

Ontwerp van de Regering.

» van den procureur des Konings,
 » benoemd worden tot toegevoegd
 » secretaris ten persoonlijkken titel. Zij
 » moeten, wat bekwaamheid betreft,
 » aan dezelfde voorwaarden voldoen
 » als de werkelijke toegevoegd-secretarissen; zij vervangen deze laatsten, zonder nieuwe benoeming, naar gelang dat plaatsen openvallen. »

ART. 10.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting :

« In de yredegerechten, de rechtbanken van eersten aanleg en van koop-handel en in de Hoven van beroep, kunnen de zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd, door den Koning tot toegevoegd griffier ten persoonlijkken titel benoemd worden, op eensluidend advies van den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier en van den vrederechter, den voorzitter der rechtbank of den eersten voorzitter van het Hof. Zij moeten, wat bekwaamheid betreft, voldoen aan de voorwaarden die voor de werkelijke toegevoegd-griffiers zijn vereischt; in de Hoven van beroep zijn de voorwaarden dezelfde als die, vereischt voor de toegevoegd-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der eerste klasse. Hunne jaarwedde kan niet lager zijn dan die, welke zij genoten als beambte, vermeerderd met 500 frank.

» De toegevoegd-griffiers ten persoonlijkken titel kunnen uit hun ambt

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

**Amendementen
voorgesteld door de Widdenaafdeeling.**

ART. 10

Comme au projet, sauf la modification
proposée à l'alinéa final.

ART 10.

Zooals in het ontwerp, behalve de
voorgestelde wijziging in het laatste
lid.

Projet du Gouvernement.

» leurs fonctions par le greffier, le réfé-
 » rendaire ou le greffier en chef; ils
 » sont démissionnés et révoqués par le
 » Roi. Ils remplaceront sans nomina-
 » tion nouvelle les greffiers adjoints
 » effectifs au fur et à mesure des va-
 » cances qui se produiront.

» Dans la Cour de cassation, les em-
 » ployés au greffe très méritants direc-
 » tement rétribués par le Trésor public
 » depuis vingt ans au moins, peuvent,
 » sur l'avis conforme du greffier en chef
 » et du premier président, être nommés
 » par le Roi employés principaux. Ces
 » employés peuvent être suspendus de
 » leurs fonctions par le greffier en chef;
 » ils sont démissionnés et révoqués par
 » le Roi. »

ART. 11.

Par dérogation au décret du 30 jan-
 vier 1844 et à la loi du 19 avril 1892,
 les traitements des messagers des Cours
 d'assises, des tribunaux de première
 instance et de commerce et des parquets
 de première instance seront à la charge
 de l'État à partir du 1^{er} juillet 1920.

Ontwerp van de Regering.

» geschorst worden door den griffier,
 » den referendaris of den hoofdgriffier;
 » zij worden ontslagen en afgezet door
 » den Koning. Zij vervangen zonder
 » nieuwe benoeming de werkelijke toe-
 » gevoegd-griffiers naar gelang dat
 » plaatsen openvallen.

» In het Hof van cassatie kunnen de
 » zeer verdienstelijke griffie-beambten,
 » sedert ten minste twintig jaar recht-
 » streeks door de Openbare Schatkist
 » bezoldigd, op eensluitend advies van
 » den hoofdgriffier en van den eersten
 » voorzitter, door den Koning tot eerst-
 » aanwezig beambte worden benoemd.
 » Deze beambten kunnen uit hún ambt
 » geschorst worden door den hoofdgrif-
 » fier; zij worden ontslagen en afgezet
 » door den Koning. »

ART. 11.

Met afwijking van het decreet van
 30 Januari 1844 en van de wet van
 19 April 1892, komen de wedden der
 boden van de Hoven van assisen, van de
 rechtbanken van eersten aanleg en van
 koophandel en van de parketten van
 eersten aanleg met ingang van 1 Juli
 1920 ten laste van den Staat.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Dans la Cour de cassation, les employés au greffe très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis *seize ans* au moins...

In het Hof van cassatie kunnen de zeer verdienstelijk griffie-beambten sedert ten minste *zestien jaar*...

Art. 11.

(Comme au projet)

Art. 11

(Zooals in het ontwerp).

Art. 12 (nouveau).

Les pensions des membres de l'Ordre judiciaire, admis à la retraite entre le 1^{er} octobre 1919 et le 1^{er} octobre 1924, seront établies sur la base des traitements fixés par la présente loi.

Art. 12 (nieuw).

De pensioenen van de leden der rechterlijke orde, op pensioen gesteld tusschen 1 October 1919 en 1 October 1924, worden berekend naar de wedden, bij deze wet bepaald.



(xx)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 5 MEI 1920.

Wetsontwerp tot verhooging van de bezoldiging der leden
van de rechterlijke orde ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **TSCHOFFEN**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat de Middenafdeeling u, onder voorbehoud van sommige amendementen, eenparig verzoekt aan te nemen, is een werk van rechtvaardigheid ten bate van de leden der rechterlijke orde, waarop deze sedert geruimen tijd aanspraak mochten maken.

Al te lang kon men betreuren dat er geen verhouding was tusschen de buitengemeene hoedanigheden, welke van de magistraten terecht vereischt worden, en hunne zoo geringe bezoldiging.

Door de nieuwe wet wordt deze staat van zaken op gelukkige wijze verholpen.

Het is een gematigde, degelijke en rechtvaardige wet.

Drie leidende gedachten dreven de Middenafdeeling: de aanwerving van de magistratuur moet zoodanig geschieden dat van deze een keurkorps kunne gemaakt worden; in de mate van het mogelijke moet het rechterlijk ambt bestendigd worden; de magistraten moeten beschermd worden tegen al te dringende bekommernissen van stoffelijken aard en alzoo gevrijwaard worden tegen bezorgdheden en aanzoeken welke de helderheid van hun oordeel of de kalmte van hun geweten zouden kunnen verstoren.

Hunne jaarwedde meer in overeenstemming brengen met de belangrijkheid van hun ambt, is slechts een der middelen — doch het is er een — om dit drievoudig doel te bereiken.

(1) Wetsontwerp, n° 160.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer CARTON DE WIART, bestond uit de heeren DE WOUTERS D'OPPLINTER, FALONY, TSCHOFFEN, DE GÉRARDON, NEUJEAN en PONCELET.

Echter, alvorens tot het onderzoek der modaliteiten van het wetsontwerp over te gaan, acht uw verslaggever zich verplicht aan onze magistratuur de haar verschuldigde hulde te brengen : hoewel slecht bezoldigd, is de Belgische magistratuur waardig, standvastig, eerbiedwaardig en geëerbiedigd gebleven.

Zij ontvangte daarvoor onzen dank !

* * *

Het Regeeringsontwerp verdubbelt de aanvangswedden, vermeedert met 33% de periodische verhoogingen, verleent aan de leden van de rechterlijke orde dezelfde huishuur- en gezinsvergoedingen als aan de ambtenaren van de bestuurlijke orde.

De jaarwedden zullen volgens den nieuwen standaard worden uitbetaald vanaf 1 October 1919.

Dat is de algemeene beteekenis van het ontwerp.

* * *

Een lid der Afdeeling deed aanmerken dat de economische levensvoorwaarden van het land zonder twijfel zullen verbeteren, en stelde voor, de voorziene verhoogingen in twee deelen te splitsen : een vast gedeelte dat bepaald verworven blijft, het andere dat verminderd of afgeschaft zou kunnen worden naarmate dat de levensduurte afneemt.

De Middenafdeeling heeft zich eenparig aangesloten bij de wijze beschouwingen die, in de meeste gevallen, op dringende wijze een beweeglijke schaal rechtvaardigen voor de wedden, de bezoldigingen en de loonen van de ambtenaren en het personeel van den Staat.

In de onderhavige quæstie was zij echter van oordeel, dat men, bij voorkomend geval, slechts de huishuur- en gezinsvergoedingen zou mogen afschaffen.

Zelfs wanneer de levenskosten een normaal bedrag zullen genaderd zijn, zullen de door het wetsontwerp aan de magistraten verzekerde jaarwedden niet de bezoldiging overschrijden, welke aan hun ambt, het voornaamste in den Staat, verschuldigd is.

Periodieke verhoogingen.

Ten einde aan de leden der balie toe te laten eene langjarige loopbaan van advocaat als rechter te beëindigen en alzoo aan de magistratuur de kostbare medehulp van hunne ervaring en van hunne rechterlijke praktijk aan te brengen, heeft een lid voorgesteld dat de periodische verhoogingen zouden ingaan vanaf den dag hunner intrede in de balie.

De Middenafdeeling, die hooge waarde hechtte aan de gedachte waarop het ontwerp was gegrond, was van gevoelen dat het zou voldoende zijn op het oogenblik der ambtsaanvaarding, als plaatsvervangend rechter of als magistraat in de Kolonie, het aanvangspunt voor de vierjarige verhoogingen te bepalen.

Zij stelt u voor, het Regeeringsontwerp in dezen zin te wijzigen.

Buiten het aangewezen voordeel, zou deze wijziging toelaten de diensten te erkennen, aan het Land bewezen door de plaatsvervangende magistraten, wier

werkzaamheid, noodig voor de werking van het gerecht, niet bezoldigd is als deze van de magistraten die in Afrika een harde proeftijd doorbrachten en van wie grootendeels onze koloniale toekomst afhangt.

De Middenafdeeling was overigens van oordeel dat het noodig was deze verhoogingen toe te staan aan al de leden van de rechterlijke orde vanaf de benoeming, bij koninklijk besluit, tot eenige bediening van de rechterlijke orde, zonder onderscheid tusschen de rechtbanken.

Op die wijze zullen namelijk zekere ongerijmdheden verdwijnen, waarbij deze verhoogingen geweigerd werden aan leden van de rechterlijke orde, die van de eene rechtbank naar de andere overgaan.

*
* * *

Eenparig was het aangenomen dat de wedderooster, in 1914 aangenomen, de leden van de rechterlijke orde in een moeilijken toestand liet, voorzeker beneden hun rang en hunne verantwoordelijkheid.

Door de jaarwedden van 1914 in 1920 te verdubbelen, verbetert men den toestand van vóór den oorlog niet. Men herstelt hem zelfs niet.

Het zou echter niet verstandig zijn, de wedden der ambtenaren te doen klimmen zooals de levensduurte klimt.

De jaarwedden zullen niet verminderd worden, terwijl alles laat voorzien dat de levensduurte zal verminderen.

De Commissie, ingesteld om het onderhavige ontwerp te bestudeeren, had het beginsel der verdubbeling aangenomen.

Zij verzocht de magistraten, een nieuw bewijs van verstand en van onbaatzuchtigheid te geven door zich met dezen maatregel tevreden te stellen.

Het Regeeringsontwerp vraagt dat zij zich een nieuwe opoffering zouden getroosten. Terwijl het de aanvangswedden op het dubbele brengt, vermeerdert het de vierjaarlijksche verhoogingen slechts met 100 frank : 400 in plaats van 500 frank.

De Commissie had voorzien dat deze verhoogingen om de *drie* jaar zouden verleend en op 500 frank gebracht worden.

Na de zaak grondig te hebben onderzocht, was de Middenafdeeling eenparig van oordeel, dat het Regeeringsontwerp op dit punt moet gewijzigd worden en, om tot een minder strenge toepassing te komen, stelt zij u voor, zich bij een vierjaarlijksche verhoging van 500 frank te bepalen.

De aldus vastgestelde periodieke verhoogingen zouden nog lager blijven dan wat verleend wordt aan de ambtenaren der overige Departementen.

Het zal niet zonder nut zijn, nader te wijzen op het democratisch karakter van een maatregel die dezelfde verhoging toekent aan al de belanghebbenden, welke ook de rang zij dien zij in hun ambt bekleeden.

Rechtbanken van de derde klasse. — Vrederecht van de vierde klas.

Het merkwaardig verslag, door den heer Pouillet, raadsheer bij het Hof, uitgebracht namens de Commissie door den Minister van Justitie ingesteld « ten einde de wijzigingen te onderzoeken en voor te stellen, welke dienen te worden

gebracht in den weddestandaard der rechterlijke orde », luidt als volgt, wat betreft de rechtbanken van derde klas :

« Sedert 1832 tot in 1863, waren de rechtbanken van eersten aanleg in vier » klassen verdeeld. De laatste werd afgeschaft door de wet van 20 Mei 1863, » Sindsdien zijn de meeste rechtbanken der derde klas tot de tweede klas over- » gegaan. Tot de derde klas behooren nog slechts zes rechtbanken : Veurne. » Hoei, Neufchâteau, Marche, Turnhout en Yperen. Wij stellen voor, ze tot de » tweede klas te verheffen.

» Zooals Minister Begerem het in 1897 zegde, is het billijk aan dezelfde » regeling te onderwerpen al de ambten, welke in sommige opzichten kunnen » gelijkgesteld worden; evenzoo is het redelijk, de ambten, die nagenoeg van » gelijk belang zijn, met elkander gelijk te stellen. »

« Indien het getal en de belangrijkheid der zaken niet dezelfde zijn in » al de rechtbanken; indien, ondanks de verdeling van den arbeid » onder meer magistraten, de last van den rechterstand zwaarder is in de » rechtbanken der groote plaatsen dan in de overige, zoo is het niet minder » waar dat, in verscheidene dezer laatste, de rechters met hunne andere bedie- » ningen nog die van handelsrechter uitoefenen. Indien het anderdeels, niet » twijfelachtig is dat de levensduurte in 't algemeen minder hoog is in de kleine » steden, worden daarentegen de magistraten, wegens de onmogelijkheid waarin » zij zich bevinden om aan hunne kinderen een geschikte opleiding ter plaatse » te verschaffen, dikwijls tot veel grootere onkosten gedwongen.

» Tot welken zetel zij ook mogen behooren, werden al de magistraten » gedwongen dezelfde studiën te doen, zij moeten dezelfde geschiktheid » bezitten en dezelfde waarborgen bieden van wetenschap, onkrenkbaarheid, » gematigdheid, van onpartijdigheid.

» De jaarwedde van al degenen, die, in denzelfden graad, medewerken aan » de rechtsbedeeling, moeten zooveel mogelijk dezelfde zijn.

» Door de derde klas of te schaffen, zal men slechts de beweging tot gelijk- » making volgen, die sedert verscheidene jaren haar gang gaat en gehuldigd » wordt door de nieuwe wetgeving op de rechtbanken voor oorlogsschade, » welke geen onderscheid van klas kent. »

Deze redenen waren voldoende om de Middenafdeeling te overtuigen. Doch een bezwaar van rechtspleging deed haar aarzelen : zij vroeg zich af, of het kan aangenomen worden dat eene wet welke enkel de verhooging der jaarwedden beoogt de inrichting zelve van de rechtbanken mag wijzigen.

Uwe Middenafdeeling meende dat het beter ware, geen verandering te brengen in deze inrichting en zich erbij te bepalen, de jaarwedden der magistraten en griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel alsmede bij de Krijgsraden van de derde klas, te brengen op een bedrag gelijk aan dat der tweede klas.

Dat is de beteekenis van het amendement dat zij aan uwe beraadslaging onderwerpt.

De Staatskas zou uit dien hoofde een jaarlijkschen last van 126,600 frank te dragen hebben.

De meerderheid van de afdeeling heeft zich niet vereenigd met een voorstel strekkende tot de afschaffing der vierde klas van het vredegerecht, doch zij was het erover eens, dat gelijke jaarwedden moeten verleend worden aan de rechters, griffiers en toegevoegde griffiers van de vredegerechten der vierde klas alsmede aan hunne ambtgenooten der vierde klas, na twintig jaar ambtsbediening in de lagere klas. Voor de Schatkist zou dit een jaarlijkschen last medebrengen van p. m. 50,000 frank.

Kinderrechters.

Het ambt der kinderrechters is van het allergrootste belang.

Daartoe is eene omzichtigheid, eene ondervinding, en, laten wij zeggen, eene zelfopoffering noodig, welke men niet genoeg kan waarleeren.

Dit ambt eischt in de allereerste plaats eene lange praktijk waardoor deze magistraten persoonlijk de menschen en de instellingen van het arrondissement, die tot hun gebied behooren, kunnen kennen.

Het werk van toewijding, waaraan zij hunne krachten schenken, kan slechts dan zijn volle uitwerking hebben wanneer zij hun ambt liefhebben en niet trachten hun weg te maken door bevordering te vragen.

Hunne magistratuur staat op zich zelf; in de rechterlijke rangorde bekleeden zij eene plaats buiten de kaders. t'ls voor het Land van het grootste belang dat dit ambt bestendigd weze; tegenover zich zelf is de Natië verplicht hen te bezoldigen op zoodanige wijze dat zij hunne toewijding aan het algemeen belang niet te duur betalen.

De Middenafdeeling stelt u voor, de verhoogingen, die hun worden toegekend, te brengen :

Na twaalf jaar dienst op 3,000 frank voor de eerste klas en op 2,000 frank voor de tweede en derde klassen.

Na achttien jaar dienst op 5,000 frank voor de eerste klas en op 4,000 frank voor de tweede en derde klassen.

De wedden zouden aldus gebracht worden, na twaalf jaar, op het bedrag der wedde van ondervoorzitters van de Rechtbank, en zouden na achttien jaar komen tot die van de Raadsheeren bij het Hof van Beroep.

Deze maatregel zal voorzeker een gelukkigen invloed uitoefenen op de vastheid van dit ambt.

Griffiers van Vredegerechten van vierde klas.

Het Regeeringsontwerp bepaalt het bedrag van de wedden der griffiers van de Vredegerechten der vierde klas op 6,700 frank, dus 700 frank minder dan de wedde van een toegevoegden griffier der derde klas.

De Afdeeling oordeelde dat de wedde van een griffier der vierde klas ten minste zoo hoog moest zijn als die van een toegevoegden griffier van de hoogere klas.

Zij stelt dus voor, het cijfer van 6,700 frank, voorzien in het ontwerp, te brengen op 7,400 frank.

Vredegerichten te Brussel.

Door de wet van 28 November 1899 zijn de Vredegerichten in vier klassen verdeeld naar het cijfer van de kantonsbevolking, volgens onderstaande tafel :

1 ^{ste} klas	60,000 inwoners en meer.	
2 ^{de} klas	40,000	id.
3 ^{de} klas	30,000	id.
4 ^{de} klas	20,000	id.

Brussel staat aldus in ondergeschikten rang tegenover Aalst, Binche, Hollogne-aux-Pierres, Nijvel, Ukkel, enz., enz.

Ongetwijfeld heeft de wetgever van 1899 vooropgesteld, dat het getal inwoners in verhouding zou staan tot het getal te behandelen zaken.

Aldus werd echter uit het oog verloren dat, ten gevolge van de bij overeenkomst aan de rechtsmachten opgedragen zaken alsmede ten gevolge van het feit, dat tal van vennootschappen hun maatschappelijken zetel in de hoofdstad vestigen, de rollen der vredegerichten van Brussel op bijzondere wijze worden bezwaard.

Het schijnt dus billijk dat, zonder verandering te brengen in de wet waarbij de indeeling wordt bepaald, de Kamer hare goedkeuring hechte aan de meening der Middenafdeeling welke leden, op eene onthouding na, u eenparig voorstellen de wedden der vrederechters en griffiers van Brussel gelijk te stellen met die van hunne ambtgenooten bij de vredegerichten van 1^e klas.

Krijgsgerecht.

Het getal bij de militaire rechtsmacht aanhangige zaken nam in deze jongste jaren aanzienlijk toe.

Anderdeels is de bevordering in het krijgsgerecht moeilijk.

Deze magistraten zijn bestendig in hunnen toestand en meest allen voltrekken hunne loopbaan in het ambt dat zij sedert een groot aantal jaren bekleeden.

Hetzelfde geldt voor de griffiers.

Ofschoon de Middenafdeeling de bedoeling niet heeft het krijgsgerecht volkomen gelijk te stellen met het burgerlijk gerecht wat den wedderooster betreft, zijn al hare leden niettemin van meening dat aan de leden van het krijgsgerecht alsmede aan hunne griffiers, wier diensten terecht worden gewaardeerd, eene « bevordering in het ambt zelf » dient te worden toegekend door middel van eene verhooging der grondwedden, nadat zij een merkelfijken tijd aan dezelfde bediening hebben besteed.

De redenen, welke het amendement wettigen, brengen de Middenafdeeling ertoe, u voor te stellen, het voordeel daarvan niet uit te strekken tot den voorzitter, den auditeur-generaal en den griffier van het Krijgshof.

Daar zij de hoogste graden bereikt hebben, zullen zij het billijk vinden,

wanneer voor hen niet geldt een voordeel dat de moeilijkheid der bevordering moet vergoeden.

De Middenafdeeling stelt dus voor, de grondwedde voor de substituten van den Auditeur-generaal, voor de Krijgsauditeurs en hunne substituten, voor de toegevoegde griffiers van het Krijgshof, voor de griffiers en de toegevoegde griffiers der krijgsraden, te verhoogen met 10 t.h. na 15 jaren en met 20 t.h. na 25 jaren hetzelfde ambt te hebben bekleed.

* * *

Het handhaven in de 2^e klas van het krijgsauditoraat te Luik is niet meer billijk.

De statistiek der in 1919 door de verscheidene krijgsraden uitgewezen zaken is nog niet opgemaakt, doch voor het verlopen jaar kennen wij het getal uittreksels.

Ziehier de statistiek :

Auditoraten.	Nummers van de uittreksels.
Brabant	6,948
Luik	6,856
Antwerpen, Limburg	6,562
West-Vlaanderen	6,012
Oost-Vlaanderen	5,052
Henegouwen	3,452
Namen	1,307

Tot nu toe behooren alleen de auditoraten van Brabant en Luik tot de eerste klas.

De Middenafdeeling was eenparig van meening dat het auditoraat van Luik, dat even belangrijk is, op gelijken voet met deze moest worden gesteld.

Om dezelfde redenen als deze aangehaald voor de rechtbanken van derde klas, bepaalt de Middenafdeeling er zich bij, zonder eene declassering te vragen waarvoor misschien eene bijzondere wet zou noodig zijn, aan de Kamer een amendement voor te stellen tot gelijkstelling van de wedden der magistraten en griffiers van het auditoraat te Luik met deze van de auditoraten te Brussel en te Antwerpen.

Bedienden der Griffie van het Verbrekingshof.

Evenals de bedienden van de Parketten van eersten aanleg, komen hunne ambtgenooten der Griffie van het Verbrekingshof moeilijk vooruit, en, terwijl de bedienden van het Parket van Cassatie beginnen met een minimumwedde van 1,600 frank en periodieke verhoogeningen kunnen bekomen van 200 frank, beginnen de bedienden van het Parket met 1,200 frank, met periodieke verhoogeningen van 150 frank.

De Middenafdeeling heeft den wensch uitgesproken dat de wedde der bedienden van de Griffie en van het Parket zouden gelijkgesteld worden en stelt voor, dat het tijdperk van 20 jaar, voorzien voor de benoeming van hoofdbediende, zou verminderd worden tot 16 jaar. (Art. 10 slot.)

Klerken der Parketten.

De toestand der Parketklerken is moeilijk, hunne kansen op bevordering zijn zeer beperkt. Buiten hunne wedde hebben zij niets (rollen, afschriften van dossiers, enz.).

De Middenafdeeling oordeelde het billijk, het tijdperk, op het einde van hetwelk zij adjunct-secretarissen ten persoonlijke titel kunnen benoemd worden te brengen van 20 jaar op 16. (Art. 9 slot.)

Pensioenen.

Sommige leden der rechterlijke orde werden op pensioen gesteld sedert 1 October 1919, datum waarop de wet in werking trad; anderen zullen het worden, alvorens sedert dit tijdstip vijf jaren verlopen zijn.

Nu, de pensioenen worden berekend naar de wedde van de vijf laatste dienstjaren; daaruit volgt dat zij, die tijdens vijf jaren het voordeel dezer wet niet zouden genoten hebben, benadeeld worden.

De Afdeeling stelt u voor, aan het ontwerp een bijzonder artikel, om dit bezwaar te weren, toe te voegen.

De Verslaggever,

PAUL TSCHOFFEN.

De Voorzitter,

H. CARTON DE WIART.



PROJET DU GOUVERNEMENT

ET

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA SECTION CENTRALE

ONTWERP VAN DE REGEERING

EN

AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE MIDDENAFDEELING.

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regeering.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Par dérogation à la loi du 15 novembre 1918, les traitements des membres de l'ordre judiciaire sont fixés ainsi qu'il suit :

Met afwijking van de wet van 15 November 1918, worden de jaarwedden van de leden der rechterlijke orde bepaald als volgt :

Cour de Cassation.**Hof van Cassatie.**

Premier Président et Procureur général	35 000	Eerste Voorzitter en Procureur-generaal	35,000
Président de Chambre et Premier Avocat général	30,000	Kamervoorzitter en Eerste Advocaat-generaal	30 000
Conseillers	25,000	Raadshcer	25,000
Deuxièmes Avocats généraux	27 000	Tweede Advocaat-generaal	27,000
Greffier en chef	14,000	Hoofdgriffier	14 000
Greffiers adjoints	10,000	Toegevoegd griffier	10,000

Cours d'Appel.**Hof van Beroep.**

Premiers Présidents et Procureurs généraux	25,000	Eerste Voorzitter en Procureur-generaal	25,000
Présidents de Chambre et Premiers Avocats généraux	20,000	Kamervoorzitter en Eerste Advocaat-generaal	20,000
Conseillers	17 000	Raadshcer	17,000
Deuxièmes Avocats généraux	18,000	Tweede Advocaat-generaal	18,000
Substituts des Procureurs généraux	16,000	Substituut-Procureur-generaal	16 000
Greffiers en chef	14,000	Hoofdgriffier	14 000
Greffiers adjoints	9 200	Toegevoegde griffier	9 200
Greffiers adjoints à titre personnel	8,000	Toegevoegd griffier ten persoonlijken titel	8,000
Supplément aux Juges de Cour d'appel des enfants	1,200	Bijwedde voor den Kinderrechter bij een Hof van Beroep	1,200

Amendements proposés par la Section centrale. —	Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling. —
---	---

ARTICLE PREMIER.

(Comme au projet.)

EERSTE ARTIKEL.

(Zooals in het ontwerp.)

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

(Comme au projet.)

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.**Ontwerp van de Regering.****Tribunaux de Première Instance.****Rechtbanken van Eersten Aanleg.**

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.		1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.
Présidents et Procureurs du Roi	20,000	16,000	14,000	Voorzitter en Procureur des Konings.	20,000	16,000	14,000
Vice-Présidents	15,000	13,000	»	Ondervoorzitter	15,000	13,000	»
Juges et Substituts des Procureurs du Roi.	12,000	11,000	10,000	Rechter en Substituut- Procureur des Konings	12,000	11,000	10,000
Greffiers	14,000	12,000	10,000	Griffier.	14,000	12,000	10,000
Greffiers adjoints.	8,000	7,700	7,400	Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400
Supplément aux Juges des enfants et aux Juges d'instruction	1,200	1,000	800	Bijwedde voor Kinder- rechter en Onderzoeks- rechter	1,200	1,000	800
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	1,600	1,200	1,000	De bijwedde aan den Kinderrechter toege- kend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, ge- bracht tot	1,600	1,200	1,000
Et après six ans à	2,000	1,500	1,200	En na zes jaar tot.	2,000	1,500	1,200
Il en est de même des suppléments alloués aux juges d'instruction.				Hetzelfde geldt voor de bijwedde toegekend aan den onderzoeks- rechter.			
Supplément aux pre- miers Substituts	2,000	1,200	»	Bijwedde voor den eer- sten Substituut.	2,000	1,200	»
Les suppléments alloués aux premiers Substituts sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	2,500	1,600	»	De bijwedde aan den eer- sten Substituut toege- kend wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, ge- bracht tot	2,500	1,600	»
Et après 6 ans à	3,000	2,000	»	En na zes jaar tot.	3,000	2,000	»

Tribunaux de Commerce.**Rechtbanken van Koophandel.**

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.		1 ^o klas.	2 ^o klas.	3 ^o klas.
Référendaires.	20,000	16,000	12,000	Referendaris	20,000	16,000	12,000
Référendaires adjoints	12,000	11,000	10,000	Toegevoegd referendaris	12,000	11,000	10,000
Greffiers adjoints.	8,000	7,700	7,400	Toegevoegd griffier	8,000	7,700	7,400

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Tribunaux de Première Instance.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e cl.
Présidents et Procureurs du Roi	20,000	16,000
Vice-Présidents	15,000	13,000
Juges et Substituts du Procureur du Roi	12,000	11,000
Greffiers	14,000	12,000
Greffiers adjoints	8,000	7,000
Suppléments aux Juges des en- fants	1,200	1,000
Les suppléments alloués aux Juges des enfants sont portés après trois ans de fonction en la même qualité à	1,600	1,200
Après six ans	2,000	1,500
Après douze ans	5,000	2,000
Après dix-huit ans	5,000	4,000
Suppléments aux Juges d'instruc- tion	1,200	1,000
Les suppléments aux Juges d'in- struction sont portés après trois ans de fonctions en la même qualité à	1,600	1,200
Et après six ans	2,000	1,500

(Pour le surplus, comme au projet.)

Tribunaux de Commerce.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e cl.
Référendaires	20,000	16,000
Référendaires adjoints	12,000	11,000
Greffiers adjoints	8,000	7,000

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

Rechtbanken van Eersten Aanleg.

	1 ^{re} klas.	2 ^e en 3 ^e kl.
Voorzitter en Procureur des Ko- nings	20,000	16,000
Ondervoorzitter	15,000	13,000
Rechter en Substituut-Procureur des Konings	12,000	11,000
Griffier	14,000	12,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,000
Bijwedde voor Kinderrechter	1,200	1,000
De bijwedde, aan den Kinderrech- ter toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot	1,600	1,200
Na zes jaar tot	2,000	1,500
Na twaalf jaar	5,000	2,000
Na achttien jaar	5,000	4,000
Bijwedde aan den Onderzoeks- rechter	1,200	1,000
De bijwedde, aan den Onderzoek- rechter toegekend, wordt, nadat deze drie jaar lang hetzelfde ambt heeft vervuld, gebracht tot	1,600	1,200
En na zes jaar tot	2,000	1,500

(Het overige zooals in het ontwerp.)

Rechtbanken van Koophandel.

	1 ^{re} klas.	2 ^e en 3 ^e kl.
Referendaris	20,000	16,000
Toegevoegd referendaris	12,000	11,000
Toegevoegd griffier	8,000	7,700

Projet du Gouvernement.**Justices de Paix.**

	1 ^e classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Juges de paix . . .	16,000	14,000	12,000	10,000
Greffiers	10,000	8,900	7,800	6,700
Greffiers adjoints sans distinction de classe				7,400

Cour militaire.

Président et Auditeur général	21,000
Substituts de l'Auditeur général.	16,000
Greffiers.	10,000
Greffiers adjoints	8,000

Conseils de Guerre.

	1 ^e classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.
Auditeurs militaires . . .	15,000	13,000	11,000
Substituts des Auditeurs militaires sans distinction de classes . . .		10,000	
Greffiers	8,800	8,300	8,000
Greffiers adjoints.	6,700	6,400	6,100

Ontwerp van de Regering.**Vrederechten.**

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.	4 ^e klas.
Vrederechter.	16,000	14,000	12,000	10,000
Griffier	10,000	8,900	7,800	6,700
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klasse				7,400

Krijgsgerechtshof.

Voorzitter en Auditeur-generaal.	21,000
Substituut-Auditeur-generaal	16,000
Griffier	10,000
Toegevoegd griffier	8,000

Krijgsraden.

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.
Krijgsauditeur.	15,000	13,000	11,000
Substituut krijgsauditeur zonder onderscheid van klasse		10,000	
Griffier.	8,800	8,300	8,000
Toegevoegd griffier	6,700	6,400	6,100

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Justice de Paix.

	1 ^{re} classe.	2 ^e classe.	3 ^e classe.	4 ^e classe.
Juges de paix	16,000	14,000	12,000	10,000
Greffiers	10,000	8,900	7,800	7,400
Greffiers adjoints sans distinction de classe.				7,400

Ajouter :

Après 20 ans de fonctions dans une justice de paix de 4^e classe, les appointements des juges de paix, greffiers et greffiers adjoints seront portés au taux de la 3^e classe.

Cour militaire.

(Comme au projet).

Ajouter à ce texte :

Le traitement de base des substituts de l'auditeur général et des greffiers adjoints sera majoré de 10 % après 15 ans et de 20 % après 25 ans d'exercice dans la même fonction.

Conseils de Guerre.

	1 ^{re} classe.	2 ^e et 3 ^e cl.
Auditeurs militaires	15,000	13,000
Substituts des auditeurs militaires sans distinction de classes		10,000
Greffiers	8,800	8,300
Greffiers adjoints	6,700	6,400

Le traitement de base des auditeurs militaires, substituts, greffiers et greffiers adjoints sera majoré de 10 % après 15 ans et de 20 % après 25 ans d'exercice dans la même fonction.

Les appointements des auditeurs militaires, substituts de l'auditeur

**Amendementen
voorgesteld door de Middelenafdeeling.**

Vrederegerechten.

	1 ^e klas.	2 ^e klas.	3 ^e klas.	4 ^e klas.
Vrederechter	16,000	14,000	12,000	10,000
Griffier	10,000	8,900	7,800	6,700
Toegevoegd griffier zonder onderscheid van klasse				7,400

Toe te voegen :

Na 20 jaren ambtsbediening bij een vrederegerecht der 4^e klasse, worden de wedden van de vrederechters, griffiers en toegevoegde griffiers gebracht op het cijfer van de 3^e klasse.

Krijgsgerechtshof.

(Zooals in het ontwerp.)

Toe te voegen :

De aanvangswedde van de substituten-auditeur-generaal en van de toegevoegde griffiers wordt verhoogd met 10 t. h. na 15 jaren en met 20 t. h. na 25 jaren dienst in hetzelfde ambt.

Krijgsraden.

	1 ^e klas.	2 ^e en 3 ^e kl.
Krijgsauditeur	15,000	13,000
Substituut krijgsgerechtigde zonder onderscheid van klasse		10,000
Griffier	8,800	8,300
Toegevoegd griffier	6,700	6,400

De aanvangswedde van de krijgsgerechtigden, substituten, griffiers en toegevoegde griffiers wordt verhoogd met 10 t. h. na 15 jaren en met 20 t. h. na 25 jaren dienst in hetzelfde ambt.

De wedden van de krijgsgerechtigden, substituten-krijgsgerechtigde, griffiers en

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

ART. 2.

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 400 francs.

ART. 2.

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 400 frank opgevoerd.

ART. 3.

Les mots « les traitements des référendaires et des référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés au premier alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 21 juillet 1899, après les mots « des conseils de guerre ».

Les mots « aux référendaires et référendaires adjoints des tribunaux de commerce » sont ajoutés dans le n° 2 du même article, après les mots « près les conseils de guerre ».

Les magistrats pourront compter, pour la fixation des augmentations périodiques de leurs traitements, les années de service qu'ils ont passées en qualité de greffier ou de greffier adjoint dans un tribunal de commerce avant la mise en vigueur de la loi du 11 mai 1910.

ART. 3.

De woorden « de jaarwedden der referendarissen en der toegevoegde referendarissen van de rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in het eerste lid van het 1^{ste} artikel der wet van 21 Juli 1899, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De woorden « aan de referendarissen en toegevoegde referendarissen der rechtbanken van koophandel » worden ingevoegd in n° 2 van hetzelfde artikel, na de woorden « bij de krijgsraden ».

De magistraten kunnen, ter berekening van de periodieke verhooging hunner wedde, de dienstjaren doen gelden, gedurende welke zij, vóór het in werking treden van de wet van 11 Mei 1910, als griffier of als toegevoegd griffier bij eene rechtbank van koophandel werkzaam zijn geweest.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

militaire, greffiers et greffiers-adjoints du Conseil de guerre de Liège sont portés au taux de la 1^{re} classe.

ART. 2.

Les augmentations périodiques des traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers fixées à 300 francs dans les lois du 21 juillet 1899, du 5 décembre 1903, du 11 mai 1910, du 3 mai 1912 et du 15 novembre 1918, sont portées à 500 francs.

Ces augmentations prendront cours à partir de la nomination par arrêté royal à une fonction quelconque de l'ordre judiciaire sans distinction de juridiction en Belgique, dans l'État libre du Congo ou dans la Colonie.

Il ne sera pas tenu compte pour le calcul des augmentations du temps pendant lequel les fonctions judiciaires auraient été interrompues.

ART. 3.

(Comme au projet.)

(Comme au projet.)

La Section Centrale propose la suppression du paragraphe 3 de l'article 3, devenu inutile par la rédaction nouvelle de l'article 2.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

toegevoede griffiers bij den krijgsraad te Luik worden gebracht tot het cijfer van de 1^{ste} klasse.

ART. 2.

De periodieke verhooging der jaarwedde van magistraten, referendarissen, en griffiers, bij de wetten van 21 Juli 1899, 5 December 1903, 11 Mei 1910, 3 Mei 1912 en 15 November 1918 op 300 frank bepaald, wordt tot 500 frank opgevoerd.

Die verhoogingen gaan in vanaf de benoeming bij koninklijk besluit tot eenig ambt van de rechterlijke orde, onverschillig of het ambt wordt uitgeoefend in België, in den Onafhankelijken Congostaat of in de Kolonie.

De tijd, gedurende welken de rechterlijke ambten onderbroken werden, komt niet in aanmerking bij het berekenen van de verhoogingen.

ART. 3.

(Zooals in het ontwerp.)

(Zooals in het ontwerp.)

De Middenafdeeling stelt voor, § 3 van artikel 3 te doen wegvallen, daar het ten gevolge van den nieuwen tekst van artikel 2 nutteloos is geworden.

Projet du Gouvernement.

ontwerp van de Regering.

ART. 4.

ART. 4.

Les traitements des magistrats, des référendaires et des greffiers en fonctions le 1^{er} octobre 1919, seront réglés à partir de cette date, conformément aux dispositions qui précèdent.

De jaarwedden van magistraten, referendarissen en griffiers, die op 1 October 1919 in dienst zijn, worden geregeld overeenkomstig de vorige bepalingen, met ingang van dien dag.

ART. 5.

ART. 5.

L'article 152 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est complété par la disposition suivante, qui formera un second alinéa :

Aan artikel 152 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt, als tweede lid, de volgende bepaling toegevoegd :

« Dans les tribunaux de première instance de première et de seconde classe, il peut y avoir un, deux ou plusieurs premiers substituts qui, sous l'autorité du procureur du Roi, participent plus spécialement à la direction du parquet. Le Roi en détermine le nombre d'après les besoins du service. Les premiers substituts sont désignés par le Roi sur la présentation du procureur du Roi pour un terme de trois ans ; leur désignation peut être renouvelée. »

« Aan de rechtbanken van eersten aanleg der eerste en der tweede klasse, kunnen één, twee of meer eerste substituten verbonden zijn die, onder het gezag van den procureur des Konings, meer in het bijzonder deelnemen aan het bestuur van het parket. De Koning bepaalt hun aantal volgens de behoeften van den dienst. De eerste substituten worden, op de voordracht van den procureur des Konings, door den Koning aangesteld voor een tijd van drie jaar ; deze aanstelling kan worden hernieuwd. »

ART. 6.

ART. 6.

L'article 204 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par la disposition suivante :

Artikel 204 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepaling vervangen :

« En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur général est remplacé par l'avocat général qu'il a désigné à cette fin, et, à défaut de désignation, par le plus ancien avocat général. »

« Bij afwezigheid of belet, wordt de procureur-generaal vervangen door den door hem daartoe aan te wijzen advocaat-generaal en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten advocaat-generaal. »

« En cas d'absence ou d'empêchement, le procureur du Roi est remplacé par »

« Bij afwezigheid of belet, wordt de procureur des Konings vervangen »

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

ART. 4.

(Comme au projet.)

ART. 5.

(Comme au projet.)

ART. 6.

(Comme au projet.)

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

ART. 4.

(Zoals in het ontwerp.)

ART. 5.

(Zoals in het ontwerp.)

ART. 6.

(Zoals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

» le premier substitut ou le substitut
 » qu'il a désigné à cette fin et, à défaut
 » de désignation, par le plus ancien
 » premier substitut et, s'il n'y a pas de
 » premier substitut, par le plus ancien
 » substitut. »

ART. 7.

L'article 10 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, concernant les commis greffiers des justices de paix, est complété ainsi qu'il suit : « leur nombre ne peut dépasser celui des juges suppléants ».

ART. 8.

Le premier alinéa de l'article 11 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire est remplacé par les dispositions suivantes :

« Dans les justices de paix de première et de deuxième classe, nul ne peut être nommé greffier, s'il n'est âgé de 25 ans accomplis et s'il n'est docteur en droit ou s'il n'a rempli pendant cinq ans les fonctions de greffier adjoint, de commis-greffier ou d'employé directement rétribué par le Trésor public dans une cour, un tribunal de première instance ou de commerce ou une justice de paix,

» Dans les justices de paix de troisième et de quatrième classe, nul ne peut être nommé greffier s'il n'est âgé de 25 ans accomplis.

Ontwerp van de Regeering.

» door den eersten substituut of den
 » door hem daartoe aan te wijzen substituut, en, zoo er geene werd aangewezen, door den oudsten eersten substituut, en, zoo er geen eerste substituut is, door den oudsten substituut. »

ART. 7.

Artikel 10 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, betreffende de griffiersklerken der vrederegerechten, wordt als volgt aangevuld : « hun aantal mag dat van de plaatsvervangende rechters niet overschrijden ».

ART. 8.

Het eerste lid van artikel 11 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« In de vrederegerechten der eerste en der tweede klasse, kan niemand tot griffier worden benoemd, indien hij niet ten volle den ouderdom van 25 jaar heeft bereikt en indien hij niet gedurende vijf jaar het ambt heeft vervuld van toegevoegd griffier, van griffiersklerk of van rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd beambte bij een hof, een rechtbank van eersten aanleg of van koop-handel of een vrederecht.

» In de vrederegerechten der derde en der vierde klasse kan niemand tot griffier worden benoemd, indien hij niet ten volle den ouderdom van 25 jaar heeft bereikt ».

**Amendementen
proposés par la Section centrale.**

ART. 7.

(Comme au projet.)

ART. 8.

(Comme au projet.)

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

ART. 7.

(Zooals in het ontwerp.)

ART. 8.

(Zooals in het ontwerp.)

Projet du Gouvernement.

Ontwerp van de Regering.

ART. 9.

ART. 9.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 :

» Il y a dans chaque parquet un
» secrétaire ; il peut y avoir en outre
» des secrétaires adjoints, des employés
» et des messagers ; le nombre en est
» fixé par le Ministre de la Justice.

» Le Ministre de la Justice détermine les conditions d'âge et de capacité que les secrétaires et les employés doivent remplir et fixe leurs traitements ainsi que ceux des messagers.

» Les secrétaires et secrétaires adjoints sont nommés par le Roi sur une liste double de candidats présentés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi ; ils peuvent être suspendus de leurs fonctions par le chef du parquet et sont démissionnés et révoqués par le Roi.

» Les employés et les messagers sont nommés par les procureurs généraux ou les procureurs du Roi ; ils sont suspendus, démissionnés et révoqués par ces magistrats. Les employés dont la nomination remonte à deux ans au moins peuvent, dans les dix jours de la notification de leur démission ou de leur révocation, appeler de la décision auprès du Ministre de la Justice. Jusqu'à ce qu'il soit statué sur l'appel, l'employé reste en état de suspension.

» Les employés très méritants dont la nomination dans un parquet remonte à vingt ans au moins, peuvent, sur la proposition du procureur

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869 :

» Aan elk parket is een secretaris verbonden ; daarenboven kunnen er toegevoegde secretarissen, beambten en boden aan verbonden zijn ; hun aantal wordt door den Minister van Justitie bepaald.

» De Minister van Justitie bepaalt de voorwaarden waaraan de secretarissen en de beambten, wat ouderdom en bekwaamheid betreft, moeten voldoen ; hij bepaalt ook hunne wedden evenals die van de boden.

» De secretarissen en toegevoegde secretarissen worden benoemd door den Koning op eene dubbellijst van kandidaten, voorgedragen door den procureur-generaal of den procureur des Konings ; zij kunnen door het hoofd van het parket uit hun ambt worden geschorst en worden door den Koning ontslagen en afgezet.

» De beambten en de boden worden benoemd door den procureur-generaal of door den procureur des Konings ; zij worden door deze magistraten geschorst, ontslagen en afgezet. De sedert ten minste twee jaar benoemde beambten kunnen, binnen tien dagen na de kennisgeving van hun ontslag of van hunne afzetting, van deze beslissing in hooger beroep gaan bij den Minister van Justitie. De beampte blijft geschorst, totdat over het beroep uitspraak is gedaan.

» De zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar in een parket benoemd, kunnen, op de voordracht van den procureur-generaal of

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

—

Art. 9.

Comme au projet, sauf la modification
proposée à l'alinéa 5.

**Amendementen
voorgesteld door de Middelenafdeling.**

—

Art. 9,

Zoals in het ontwerp, behalve de
voorgestelde wijziging in het 5° lid.

Les employés très méritants dont la
nomination dans un parquet remonte à
seize ans au moins ..

De zeer verdienstelijke beambten,
sedert ten minste *zestien jaar* bij een
parket benoemd,...

Projet du Gouvernement.

» général ou du procureur du Roi,
 » être nommés secrétaires adjoints à
 » titre personnel. Ils devront réunir
 » les mêmes conditions de capacité que
 » les secrétaires adjoints à titre effectif;
 » ils remplaceront ceux-ci sans nomi-
 » nation nouvelle, au fur et à mesure
 » des vacances qui se produiront. »

ART. 10.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire :

« Dans les justices de paix, les tribunaux de première instance et de commerce et les Cours d'appel, les employés très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis vingt ans au moins, peuvent être nommés par le Roi greffiers adjoints à titre personnel, sur l'avis conforme du greffier, du référendaire ou du greffier en chef et du juge de paix, du président du tribunal ou du premier président de la Cour. Ils devront réunir les conditions de capacité exigées des greffiers adjoints effectifs; dans les Cours d'appel les conditions seront celles exigées des greffiers adjoints des tribunaux de première instance de première classe. Leur traitement ne pourra pas être inférieur à celui dont ils jouissent en qualité d'employés, majoré de 500 francs.

» Les greffiers adjoints à titre personnel peuvent être suspendus de

Ontwerp van de Hegeering.

» van den procureur des Konings,
 » benoemd worden tot toegevoegd
 » secretaris ten persoonlijken titel. Zij
 » moeten, wat bekwaamheid betreft,
 » aan dezelfde voorwaarden voldoen
 » als de werkelijke toegevoegd-secretarissen; zij vervangen deze laatsten,
 » zonder nieuwe benoeming, naar gelang dat plaatsen openvallen. »

ART. 10.

De volgende bepalingen worden toegevoegd aan de wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting :

« In de vrederechten, de rechtbanken van eersten aanleg en van koop-handel en in de Hoven van beroep, kunnen de zeer verdienstelijke beambten, sedert ten minste twintig jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist bezoldigd, door den Koning tot toegevoegd griffier ten persoonlijken titel benoemd worden, opeensluidend advies van den griffier, den referendaris of den hoofdgriffier en van den vrederechter, den voorzitter der rechtbank of den eersten voorzitter van het Hof. Zij moeten, wat bekwaamheid betreft, voldoen aan de voorwaarden die voor de werkelijke toegevoegd-griffiers zijn vereischt; in de Hoven van beroep zijn de voorwaarden dezelfde als die, vereischt voor de toegevoegd-griffiers bij de rechtbanken van eersten aanleg der eerste klasse. Hunne jaarwedde kan niet lager zijn dan die, welke zij genoten als beambte, vermeerderd met 500 frank.

» De toegevoegd-griffiers ten persoonlijken titel kunnen uit hun ambt

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

**Amendementen
voorgesteld door de Middelenafdeeling.**

ART. 10

Comme au projet, sauf la modification
proposée à l'alinéa final.

ART 10.

Zooals in het ontwerp, behalve de
voorgestelde wijziging in het laatste
lid.

Projet du Gouvernement.

» leurs fonctions par le greffier, le référendaire ou le greffier en chef; ils » sont démissionnés et révoqués par le » Roi. Ils remplaceront sans nomination nouvelle les greffiers adjoints » effectifs au fur et à mesure des vacances qui se produiront.

» Dans la Cour de cassation, les employés au greffe très méritants directement rétribués par le Trésor public » depuis vingt ans au moins, peuvent, » sur l'avis conforme du greffier en chef » et du premier président, être nommés » par le Roi employés principaux. Ces » employés peuvent être suspendus de » leurs fonctions par le greffier en chef; » ils sont démissionnés et révoqués par » le Roi. »

ART. 11.

Par dérogation au décret du 30 janvier 1811 et à la loi du 19 avril 1892, les traitements des messagers des Cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce et des parquets de première instance seront à la charge de l'État à partir du 1^{er} juillet 1920.

Ontwerp van de Regering.

» geschorst worden door den griffier, » den referendaris of den hoofdgriffier; » zij worden ontslagen en afgezet door » den Koning. Zij vervangen zonder » nieuwe benoeming de werkelijke toegevoegd-griffiers naar gelang dat » plaatsen openvallen.

» In het Hof van cassatie kunnen de » zeer verdienstelijke griffie-beambten, » sedert ten minste twintig jaar rechtstreeks door de Openbare Schatkist » bezoldigd, op eensluitend advies van » den hoofdgriffier en van den eersten voorzitter, door den Koning tot eerst aanwezend beambte worden benoemd. » Deze beambten kunnen uit hun ambt » geschorst worden door den hoofdgriffier; zij worden ontslagen en afgezet » door den Koning. »

ART. 11.

Met afwijking van het decreet van 30 Januari 1811 en van de wet van 19 April 1892, komen de wedden der boden van de Hoven van assisen, van de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel en van de parketten van eersten aanleg met ingang van 1 Juli 1920 ten laste van den Staat.

**Amendements
proposés par la Section centrale.**

Dans la Cour de cassation, les employés au greffe très méritants, directement rétribués par le Trésor public depuis *seize ans* au moins...

ART. 11.

(Comme au projet)

ART. 12 (nouveau).

Les pensions des membres de l'Ordre judiciaire, admis à la retraite entre le 1^{er} octobre 1919 et le 1^{er} octobre 1924, seront établies sur la base des traitements fixés par la présente loi.

**Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.**

In het Hof van cassatie kunnen de zeerverdienstelijkgriffie-beambtensedert ten minste *zestien jaar*...

ART. 11

(Zooals in het ontwerp).

ART. 12 (nieuw).

De pensioenen van de leden der rechterlijke orde, op pensioen gesteld tusschen 1 October 1919 en 1 October 1914, worden berekend naar de wedden, bij deze wet bepaald.

